

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITÉS ET
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE

SERVICE DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

23 mars 2009

ARRETE n° PREF-DCDD 2009 109
portant prescriptions complémentaires applicables à la SA COVED concernant
l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur la commune de
CHAMPIGNY sur YONNE

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement, Livre V « prévention des pollutions, des risques et des nuisances » ;

VU la nomenclature des installations classées constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R.511-9 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés,

VU l'arrêté préfectoral DCLD.2003.716 du 31 juillet 2003 portant approbation du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés,

VU l'arrêté préfectoral n° D1-81-924 du 2 décembre 1981 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCLD-B1-1993-178 du 23 août 1993 portant autorisation d'exploitation d'une décharge contrôlée d'ordures ménagères sur la commune de CHAMPIGNY-SUR-YONNE,

VU l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1998-223 du 14 août 1998 portant mutation de l'autorisation susvisée au profit de la société S.T.S. (SOCIETE TRAVAUX SERVICES),

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCLD-2002-0765 du 8 octobre 2002 portant constitution de garanties financières pour l'installation concernée par la société S.T.S.,

VU l'arrêté préfectoral n° DCLD-2004-0016 du 8 janvier 2004 portant mutation de l'autorisation susvisée au profit de la société COVED Centre Est,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PREF-DCLD-2004-0276 du 28 avril 2004 autorisant la poursuite de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés sous réserve de l'application de certaines prescriptions,

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD 2005-0101 du 11 juillet 2005 portant mutation de l'autorisation au profit de la SA COVED ;

VU les arrêtés préfectoraux n° PREF-DCDD 2005-0342 du 15 novembre 2005, n° PREF-DCDD 2006-0562 du 20 décembre 2006 et n° PREF-DCDD 2008-020 du 21 janvier 2008 portant prescriptions complémentaires applicables à la SA COVED concernant l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés qu'elle exploite à Champigny-sur-Yonne ;

VU le jugement du 10 février 2009 rendu par le tribunal administratif de Dijon dans le cadre de la requête présentée par la SA Clinique Ker Yonnec,

VU le rapport de la subdivision de l'Yonne de la DRIRE en date du 9 mars 2009 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 20 mars 2009 ;

CONSIDERANT que le jugement du tribunal administratif dans ses articles 4 et 5, enjoint au préfet de l'Yonne de compléter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2004 ;

CONSIDERANT qu'il convient de reprendre par arrêté les modifications actées par le jugement visé ci-dessus dans ses articles 2 et 3 ;

L'exploitant consulté ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Yonne ;

A R R E T E :

Article 1^{er} –

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2004-0276 du 28 avril 2004 sont modifiées et complétées par les dispositions des articles suivants.

Article 2 –

Il est ajouté à la suite de l'article 18 de l'arrêté préfectoral visé à l'article 1^{er} l'alinéa suivant : « *la hauteur maximale d'enfouissement des déchets est limitée à 23,90 m.* »

Article 3 –

Les mots « *sur toute la durée de l'exploitation* » à l'article 11 du même arrêté sont remplacés par les mots suivants : « *à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté* ».

Article 4 –

Il est ajouté l'alinéa suivant à la fin du premier paragraphe de l'article 47.1 de l'arrêté susvisé : « *PZ 5 et PZ 6. Ces deux piézomètres étant implantés dans la nappe de la craie l'un en aval et l'autre en amont hydraulique du site.* »

Il est ajouté le paragraphe suivant à la fin de l'article 47.1 :

« Avant le 10 août 2009, les piézomètres PZ 5 et PZ 6 devront être implantés et le plan d'implantation des piézomètres mis à jour devra être transmis à l'inspection des installations classées. Le lieu d'implantation précis des piézomètres sera déterminé à partir des études hydrogéologiques, et sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. »

Article 5 –

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la fin de l'article 33 de l'arrêté préfectoral visé à l'article 1^{er} :

« Avant le 15 mai 2009 :

- l'exploitant justifie des moyens matériels de lutte contre l'incendie et propose des moyens complémentaires à ceux prévus ci-dessus,*
- il propose aux services de secours et à l'inspection des installations classées un plan d'organisation des moyens matériels et humains à mettre en œuvre en cas de sinistre.*

Avant le 15 juin 2009 :

- les moyens complémentaires doivent être opérationnels,*
- le plan de secours validé doit être opérationnel.*

Après chaque sinistre l'exploitant est tenu de :

- produire l'état des dégâts constatés sur le site et pour l'environnement,*
- mettre en place les mesures de manière à éviter toute conséquence de ce dernier, notamment sur les eaux souterraines et l'indépendance hydraulique des casiers. »*

Article 6 –

Dans l'intitulé de l'arrêté préfectoral visé à l'article 1^{er}, les mots « *prescriptions techniques complémentaires* » sont remplacées par « *autorisation et prescriptions techniques* ».

Article 7-

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° D1-81-924 du 2 décembre 1981 et de son arrêté modificatif n° DCLD-B1-1993-178 du 23 août 1993 sont abrogées.

Article 8 – Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif, 22 rue d'Assas à DIJON d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Le délais de recours d'un tiers est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

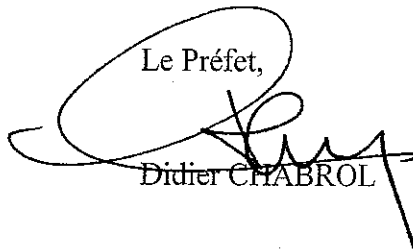
Article 9 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le chef de la subdivision de l'Yonne de la DRIRE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la SA COVED et dont copie sera adressée :

- au maire de Champigny sur Yonne,
- au sous-préfet de Sens,
- au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- au lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne
- au président du conseil général
- au ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire,
- au président du tribunal administratif de Dijon.

Auxerre, le

23 MARS 2009

Le Préfet,

Didier CHABROL